

**Olivier Dard. *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*. Paris, Presses universitaires de France, 2002. 332 p. (Coll. « Le nœud gordien »)**

Christian Roy

Volume 4, numéro 2, printemps 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024606ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024606ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)

1927-9299 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roy, C. (2004). Compte rendu de [Olivier Dard. *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*. Paris, Presses universitaires de France, 2002. 332 p. (Coll. « Le nœud gordien »)]. *Mens*, 4(2), 356–364. <https://doi.org/10.7202/1024606ar>

nes, et il valait la peine que certains d'entre eux lui permettent de la rappeler dans un volume.

Jacques Rouillard  
Département d'histoire  
Université de Montréal

**Olivier Dard. *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*. Paris, Presses universitaires de France, 2002. 332 p. (Coll. « Le nœud gordien »).**

L'historiographie européenne récente a tendu à élargir le cadre d'application de la problématique des *Non-conformistes des années 30*, introduite dans l'ouvrage classique de Jean-Louis Loubet del Bayle (1969) à propos de cette « tentative de renouvellement de la pensée politique française » (pour reprendre son sous-titre) par des groupes de jeunes intellectuels résolus à aborder de front les questions que soulevait une modernité en crise en prenant leurs distances par rapport aux clivages idéologiques communément admis. Jean-François Sirinelli a ainsi pu parler d'un « non-conformisme des années 20 », précurseur et vivier de l'autre, en particulier à partir du tournant de 1926-27 identifié par Serge Berstein. Olivier Dard reprend cette périodisation plus longue du milieu des années 20 à la Seconde Guerre mondiale pour ce qu'il préfère appeler les « nouvelles relèves », afin d'y inclure, outre les intellectuels au profil littéraire ou juridique, les professionnels et les scientifiques — notamment les ingénieurs, du moment qu'ils se veulent porteurs de projets de rénovation nationale et souvent internationale. Les prenant au mot de leurs appels à passer du projet à l'action, Dard met l'accent sur les parcours et l'audience des hommes plus que sur l'ana-

lyse des textes, afin de pouvoir « relier discours et pratiques » (p. 10) tout en les distribuant entre deux grands pôles : l'un « spiritualiste » et l'autre « réaliste ». Il a soin d'identifier entre ceux-ci de précaires passerelles, aisément emportées sous la pression des événements, ainsi qu'il apparaît au récit d'une longue succession d'essais répétés — et le plus souvent mort-nés — en vue de constituer un front commun des nouvelles équipes de la jeunesse contre le système capitaliste et parlementaire libéral, considéré « dépassé » par les réalités du XX<sup>e</sup> siècle (question sociale, évolution économique, changement technique, bouleversements culturels, etc.).

Le non-conformisme du début des années 30 dont a traité Loubet del Bayle, en se concentrant sur la Jeune Droite et les mouvements personalistes Ordre Nouveau et *Esprit*, apparaît dans cette perspective comme un simple « contre-point spiritualiste » à des approches franchement modernistes. S'il fut brièvement porté au devant de la scène durant la première moitié des années 30, c'est en partie à la faveur de la soudaine déconfiture des projets de réforme de l'État et de paix sociale et internationale par la prospérité qui avaient animé *Une génération réaliste* (1929), pour reprendre le titre d'un essai fameux de Jean Luchaire, qui revendiquait ce qualificatif pour un courant relayé surtout par les « Jeunes Turcs » du Parti radical, ainsi que par des contestations internes du même genre au sein d'autres partis établis. Dard décrit brièvement mais fort à propos l'arrière-plan théorique de la notion de génération qui commence à être définie en France, en Allemagne et en Espagne dans les années 10 et 20 (même si l'on s'étonne que ne soit nulle part citée la somme de Robert Wohl sur le sujet : *The Generation of 1914*), alors qu'elle devient la référence légitimant de nouvelles identifications politiques, à partir de témoignages et d'essais tels ceux de Daniel-Rops pour les « spiritualistes » ou d'un Luchaire pour les « réalistes ». Le premier publie *Notre inquiétude* en 1929 et écrit dans

la revue *Notre Temps* que lance le second en 1927, à l'origine dès 1930 d'initiatives de rapprochement franco-allemand sur la base de la solidarité des jeunes générations modernes contre le vieux monde issu du XIX<sup>e</sup> siècle. L'impératif de « faire l'Europe » à n'importe quel prix perdra finalement Luchaire, avec un certain nombre d'autres « réalistes » progressistes engagés dans la Collaboration dix ans plus tard.

Mais plus encore que la germanophilie, c'est l'américanophilie qui caractérise ce milieu « réaliste » obsédé par le retard économique et social de la France. Cela est particulièrement vrai des milieux d'ingénieurs, de patrons réformistes et de syndicalistes de la fonction publique qui forment dès les années 20 des groupes de pression pour faire la promotion de formes de gouvernement mieux aptes à moderniser le pays, en vertu du « lien propre à la France entre taylorisme et économie concertée sous l'égide de l'État » (p. 41). Ainsi que le note Dard à propos du « nouveau régime dominé par des grands commis » qu'exigeait la mise en œuvre d'une politique de prospérité et d'assurances sociales,

ce projet prétechnocratique mettant au premier plan les valeurs d'élite, de compétence, de primat de l'économique et du social sur le politique, prend le contrepied d'une III<sup>e</sup> République fondée sur le caractère sacré de l'élection comme mode de sélection, la primauté du Parlement dans les institutions et le vote des parlementaires, produit d'une délibération née de l'éloquence comme modalité supérieure de la décision. (p. 44)

Un tel contraste peut être rapproché de celui qui, comme Stéphane Kelly l'a souvent rappelé, se faisait jour à la même époque aux États-Unis entre le Nouveau Libéralisme et l'ancien, assimilable au modèle républicain. On retrouve dans ces nouveaux discours français la même primauté de l'organisation de la société par les experts sur des institutions politiques jugées désuètes et décriées pour leur incompétence. Vice-

président du Parti radical, Émile Roche se joint à Jean Luchaire dans *Une génération réaliste* (p. 116) pour énoncer le credo de ce « réalisme politique » des années 20, préfigurant en quelque sorte le Nouveau Libéralisme qui triomphera dans le « monde libre » après la guerre.

Faire de la politique, c'est instituer la meilleure collaboration possible entre les hommes, en vue de la meilleure production, d'une bonne gestion, d'une répartition équitable, aboutissant au maximum de bien-être individuel et collectif. (Cité p. 65)

Dard précise qu'« à la différence des années 30 cependant, l'accent est beaucoup moins mis sur la construction de nouvelles relations sociales que sur les espoirs suscités par un consensus productiviste » (p. 67). Or ceux-ci sont ébranlés par le krach de 1929. À l'« Économique d'abord » — sous-titre d'un livre de César Chabrun sur *La tactique financière* qui avait servi de cri de ralliement à la « génération réaliste » des années 20, vient maintenant s'opposer le « Spirituel d'abord » de Henri Massis et la *Primauté du spirituel* selon Jacques Maritain, qu'ils défendent respectivement avec et contre le « Politique d'abord » néo-monarchiste de Charles Maurras (d'accord du moins sur ce point avec bien des adversaires paléo-républicains !), frappé d'anathème par le Saint-Siège en 1926. La Jeune Droite se constitue largement à la faveur du déchirement et de la recomposition qui en résultent dans les rangs de jeunes gens — la plupart fervents catholiques — qui voient dans le Moyen Âge un âge d'or de spiritualité militante : celle des ordres monastiques et chevaleresques, et croient qu'il ne s'agit pour y revenir que de résolument se décider à faire demi-tour. Ce programme tient dans le titre de la revue *Réaction*, dont le lancement en 1930 marque l'aboutissement de la réflexion d'une « Jeune Droite des années 20 » et l'émergence des « non-conformistes des années 30 ».

Parmi ces derniers, il eût été à propos de mentionner que les personalistes de l'Ordre Nouveau se positionnent dès 1931 au fugace point de convergence entre « réalistes » et « spiritualistes » avec le slogan « Spirituel d'abord, économique ensuite, politique à leur service ». Contrairement aux réalistes, les personalistes sont critiques envers la modernité, mais à la différence des réactionnaires, ils ne croient un retour en arrière ni possible, ni souhaitable : la modernité doit être assimilée afin d'être dépassée, en adaptant la technique à l'homme, plutôt que l'homme à la technique. Ceux d'Ordre Nouveau font d'abord un bout de chemin avec les « réalistes » de la revue *Plans* de l'architecte Le Corbusier, selon le mot d'ordre commun « Organiser la société pour libérer la personnalité », et certains des polytechniciens du mouvement X-Crise né en même temps en 1930 ne seront pas insensibles à cette problématique spirituelle, tels Jean Coutrot, dont Olivier Dard, spécialiste des technocrates, est le biographe. Avec Alexandre Marc, fondateur de l'Ordre Nouveau, Coutrot sera de ceux qui chercheront jusqu'à la guerre à fédérer en un front commun toutes ces nouvelles relèves — notamment une kyrielle de mouvements non-conformistes moins connus de la seconde moitié des années 30 dont le livre de Dard nous offre un précieux aperçu. Mais le pétard mouillé des émeutes de février 1934 et de leurs lendemains bipolarisés s'avère bien vite n'être autre chose que le mauvais augure d'une suite de déceptions pour tous ceux qui rêvent d'un changement de régime, et ne savent pas tirer les leçons de ce fiasco.

Les nouvelles relèves soucieuses de politique ont en effet tout essayé : militer dans un parti institutionnel, une ligue, un nouveau parti, sans oublier la création de groupes ou de centres d'action émanant de leurs revues. [...] Pour ces groupements, le système est en voie d'effondrement et impossible à transformer. Ils ne mesurent pas cependant sa force de résistance, l'appui

que lui prodigue sur ce point l'opinion (que l'on songe à la participation et à la relative stabilité du corps électoral) et en même temps les transformations à l'œuvre tant dans les partis politiques qu'au niveau de l'appareil de l'État. (p. 287)

À la faveur de ces mêmes transformations cependant, « la désillusion n'épargne qu'un rameau, issu de la mouvance "réaliste", des techniciens qui se transforment alors en technocrates et qui à partir de 1935 acquièrent dans le débat public comme dans l'exercice de l'expertise et du conseil des positions enviables » (p. 286), qu'ils sauront consolider pendant la guerre, trouvant alors dans l'État français de Vichy un régime proprement technocratique malgré son discours passéiste, et donc disposé pour la première fois à leur laisser les coudées franches. N'empêche que leurs successeurs immédiats dès l'après-guerre, les « modernisateurs » des *Trente Glorieuses* (selon l'expression consacrée par un livre de Jean Fauriol — issu lui-même des nouvelles relèves des années 30), ne jurant que par Keynes, auront tendance à étouffer la mémoire de ces devanciers du cru.

Mais — diront certains — la chute du régime honni de la III<sup>e</sup> République n'a-t-elle pas été une « divine surprise » pour tout un éventail de figures issues des nouvelles relèves et prêtes à s'engouffrer dans la brèche ouverte par cet effondrement — les nombreux postes nouvellement créés par l'État français afin de forger les institutions de sa Révolution nationale ? Au contraire de certains historiens — surtout anglo-saxons — qui y voient le moment de triomphe inespéré d'une longue conspiration antilibérale des élites intellectuelles, Olivier Dard estime que cet influx quantitativement appréciable fait illusion, car les non-conformistes se sont montrés plus incapables que jamais de surmonter leurs divisions idéologiques et de coordonner leurs efforts en vue d'un projet com-

mun — ce qui faisait bien l'affaire d'un régime autoritaire dont la seule constante fut de diviser pour régner. Dard se base notamment sur les archives de la Sûreté récemment ramenées de Moscou où elles avaient échoué à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et comme ces rapports de police contrebalancent les rodomontades des acteurs quant à leur audience réelle, il est amené à minimiser leur impact concret sur la France des années 30. Quant à « l'influence des nouvelles relèves sur la longue durée, la prudence est de mise sauf lorsque les filiations sont ouvertement revendiquées et s'inscrivent dans une volonté de perpétuation d'une famille politique et idéologique connue et répertoriée », ce qui n'est pas le cas des amalgames hâtifs dont s'autorise un Jean Jacob pour parler d'un *Retour de l'Ordre Nouveau* à propos des courants autogestionnaires et écologistes issus de Mai 68 (p. 282). Ajoutons que cela vaut sans doute *a fortiori* pour la réduction par un John Hellman (*The Communitarian Third Way. Alexandre Marc and Ordre Nouveau 1930-2000*) de tout l'effort des nouvelles relèves, considérées comme un bloc, à la préparation concertée du « fascisme à visage humain » identifié par lui au projet de Vichy, que les figures et mouvements les plus disparates se seraient ensuite employés à perpétuer jusqu'à nos jours, du général de Gaulle à Mitterrand, des écolos aux eurocrates, du Pape Jean Paul II aux néo-païens !

Avant de succomber tout à fait à ce type de délire, Hellman avait pourtant identifié des pistes intéressantes — notamment dans son livre sur l'École des cadres d'Uriage : *The Knight-Monks of Vichy France*, qui révèle en elle le trait d'union entre l'*Esprit* d'avant-guerre et *Le Monde* d'après-guerre. Olivier Dard donne l'impression de sous-estimer l'importance de cette filière, et surtout la continuité des réseaux tissés dans les milieux catholiques autour du discours « personnaliste-communautaire », qui permettra après la guerre d'introduire et de promouvoir un programme « modernisateur » dans les



secteurs de la société française jusque-là les plus réfractaires à l'imaginaire technocratique, soit les catholiques et les paysans. Que l'on songe à titre d'exemple à la transmission et à la réception de la pensée du P. Teilhard de Chardin : du Centre d'étude des problèmes humains (C.E.P.H.) de Jean Coutrot à la veille de la guerre aux cours de formation idéologique des Résistants animés par le réseau des anciens d'Uriage passés au maquis après la dissolution par Vichy de son École de cadres, et de sa consécration par *Esprit* et les milieux chrétiens progressistes liés à la « nouvelle théologie » après la guerre jusqu'à l'apogée du Concile Vatican II. L'influence de ces relais d'une nouvelle morale chrétienne personnaliste et des projets technocratiques qu'elle charriait dans les sociétés catholiques a été suffisamment mise en lumière au Québec ces dernières années par des chercheurs tels Jean-Philippe Warren et E.-Martin Meunier pour que l'on puisse regretter que cet héritage très concret des nouvelles relèves des années 30 ait été passé sous silence par Dard : c'est d'autant plus ironique que lui-même a pour spécialité la genèse et le développement de projets technocratiques tels que l'aménagement du territoire — qui compte parmi ses pionniers le mouvement *Économie et humanisme* lancé par le P. Lebreton sous Vichy, aux racines indubitables dans le discours des relèves d'avant-guerre.

N'empêche que l'éclairage jeté par le livre de Dard sur ces dernières et l'insoluble dialectique qui les unit et les divise tour à tour entre la prise en compte de la modernité technicienne et sa contestation spirituelle ne peut que nourrir la réflexion de tous les chercheurs et penseurs qui, au Québec notamment, se penchent sur ces questions avec un intérêt renouvelé et le souci de leur généalogie dans la culture occidentale. Ceux parmi eux qui voudraient suivre certaines des nombreuses pistes ouvertes par Dard ne manqueront pas de mettre à profit son abondante bibliographie spécialisée, cou-

vraient aussi bien les thèses et les articles parfois obscurs que les grandes monographies, et l'évolution de l'administration française ou les parcours d'acteurs patronaux et syndicaux de la vie économique que l'histoire interne des partis politiques comme des mouvements de tout acabit qui contestaient leur hégémonie. On peut toutefois déplorer une certaine négligence occasionnelle de l'écriture, avec l'inutile répétition du même mot ou la multiplication des pronoms relatifs, et parfois des erreurs de placement des membres de phrase qui font conclure à un travail d'édition bâclé — ce qui étonne un peu dans une publication d'une maison sérieuse comme les Presses universitaires de France.

*Christian Roy*  
*Faculté de théologie et de sciences religieuses*  
*Université Laval*